

Élections fédérales 2021 / Federal Elections 2021

Questionnaire destiné aux candidates et aux candidats / Questionnaire for candidates

Sudbury

Candidat/Candidate	<p>Croyez-vous que des modifications supplémentaires soient nécessaires à la Loi sur les langues officielles ? Si oui, quelles lacunes vous préoccupent le plus ? Si non, pourquoi pas ?</p> <p>Do you believe that additional amendments are required to the Official Languages Act? If so, what gaps are you most concerned about? If no, why not?</p>	<p>Qu'allez-vous faire pour appuyer la communauté franco-ontarienne du Nord de l'Ontario et assurer une offre complète d'éducation universitaire en français ?</p> <p>What are you going to do to support the Franco-Ontarian community in Northern Ontario and ensure a comprehensive offer of university education in French?</p>	<p>Quels moyens prendrez-vous pour améliorer les cibles pour assurer le maintien de notre poids démographique et comment allez-vous appuyer la communauté francophone du Nord de l'Ontario à attirer des immigrants francophones dans notre région ?</p> <p>How will you improve targets to ensure our demographic weight is maintained and how will you support the Northern Ontario Francophone community to attract Francophone immigrants to our region?</p>
<p>Lapointe, Viviane (Libéral/Liberal)</p>	<p>Comme Franco-Ontarienne ayant grandi à Sudbury, je suis bien placée pour comprendre les enjeux des langues officielles en situation minoritaire et en faire la promotion. Et j'ai hâte d'y travailler et d'y contribuer lorsque je vous représenterai à Ottawa.</p> <p>Les langues officielles ont toujours eu l'appui des Libéraux. Rappelons-nous que c'est un gouvernement libéral qui a fait adopter la première <i>Loi sur les langues officielles</i> au Canada en 1969. Plus de 50 ans plus tard, c'est notre gouvernement libéral qui a entrepris son ambitieuse réforme. Nous avons mené la modernisation de la <i>Loi sur les langues officielles</i> en trois temps : une vaste consultation à l'échelle du pays, le dépôt de la vision du gouvernement libéral sur le projet de modernisation de la <i>LLO</i></p>	<p>Premièrement, comme plusieurs, j'ai été très touchée et attristée par les coupes à l'Université Laurentienne. Mon fils, comme d'autres étudiants, s'y est retrouvé coincé à la fin de ses études. Nos collègues et nos universités forment la main-d'œuvre de demain dont nous avons gravement besoin. Ces pertes seront donc générationnelles autant localement que pour le Nord.</p> <p>L'accès à l'éducation postsecondaire en français au pays est important pour le parti Libéral. Que ce soit pour la relance économique, l'immigration, la recherche, la santé, l'entrepreneuriat, et bien plus encore, un gouvernement libéral a toujours appuyé l'accès aux programmes postsecondaires en français et continuera de le faire pour Sudbury et pour le Nord.</p>	<p>C'est un fait, Sudbury n'a pas connu d'augmentation importante de sa population depuis des décennies. Notre taux d'immigration est d'environ 11 immigrants par 10 000 habitants. En 2018, il s'agissait d'un des taux d'immigration le plus bas parmi une trentaine de villes au Canada. Nous pouvons faire mieux.</p> <p>En un an, notre gouvernement libéral a pu amener 100 nouvelles personnes issues de l'immigration à Sudbury. Nous avons créé une voie d'accès pour des centaines de demandeurs d'asile à Sudbury qui travaillent dans le domaine des soins de santé de première ligne.</p> <p>Notre gouvernement libéral s'est de plus engagé à réformer les programmes d'immigration économique afin d'élargir les voies d'accès à la</p>

	<p>intitulé <i>Français et anglais : Vers une égalité réelle des langues officielles au Canada</i>, suivi du dépôt du projet de loi lui-même (C-32) à la Chambres des communes en juin dernier.</p> <p>En déposant notre projet de loi, notre gouvernement libéral a montré qu'il est à l'écoute des citoyens et des organismes qui les représentent, mais surtout qu'il peut livrer la marchandise. Nous allons continuer d'appuyer la vitalité des institutions de nos communautés de langue officielle en situation minoritaire, comme à Sudbury, dans des secteurs clés comme l'immigration, le continuum en éducation, la santé, la culture et la justice. Nous allons continuer de protéger et de promouvoir l'utilisation du français entre autres à l'aide de nouveaux droits en matière de langue de travail et de service dans les entreprises de compétence fédérale dans les régions comme Sudbury où la présence francophone est forte. Nous allons aussi inscrire un examen périodique de la <i>Loi</i> et de sa mise en œuvre afin d'assurer sa pertinence plus que jamais.</p> <p>Nous allons donc continuer de protéger les droits des communautés de langue officielle en situation minoritaire, comme ici à Sudbury, pour les 50 années à venir et ce, d'un océan à l'autre.</p>	<p>Depuis 2015, le gouvernement libéral a versé 110 M\$ à l'Université Laurentienne pour la recherche et l'innovation, sans compter l'appui financier aux autres établissements de langue française par le programme d'appui aux langues officielles en éducation. En juillet, Mélanie Joly a annoncé un nouveau soutien de 121 M\$ pour les institutions postsecondaires de langue française en situation minoritaire au pays. En août, le premier ministre Justin Trudeau est venu annoncer à l'Université de Sudbury qu'un gouvernement libéral réélu doublerait le financement aux établissements d'enseignement postsecondaire dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p> <p>Ce nouveau financement annoncé de 240 millions de dollars sur quatre ans pourrait servir à renforcer les institutions existantes et appuyer une institution postsecondaire dans le Nord de l'Ontario, par, pour et avec les francophones, afin que les francophones ont accès à une éducation postsecondaire de qualité là où ils habitent.</p> <p>Quels que soient les canaux que la communauté et la province jugent appropriés, nous serons là. Nous l'avons toujours été et continuerons de l'être.</p>	<p>résidence permanente pour les travailleurs étrangers temporaires et les anciens étudiants étrangers. Nous allons élargir le programme de recrutement de la fonction publique aux étudiants internationaux inscrits dans nos institutions postsecondaires du Nord de l'Ontario. Nous allons aussi travailler avec les employeurs afin d'accueillir 2 000 réfugiés qualifiés pour pallier les pénuries de travailleurs dans des secteurs cruciaux, comme les soins de santé et les métiers. Nous rendrons gratuit le processus de demande de résidence permanente puis continuerons de travailler avec la province et les organismes de réglementation pour améliorer la reconnaissance des titres de compétences étrangers.</p> <p>Notre plan de services de garde d'enfants à 10 \$ par jour permettra d'attirer des nouvelles familles tout en augmentant la demande de main d'œuvre francophone. Enfin, nous allons réviser la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> afin de sélectionner les candidats à la résidence permanente qui répondent le mieux aux besoins du marché du travail. Notre économie en dépend.</p> <p>Nous avons besoin que davantage de personnes s'installent dans le Nord. Avec la pandémie, les efforts d'immigration francophone ont été très impactés et on a du rattrapage à faire. J'ai donc l'intention une fois élue députée de Sudbury de collaborer étroitement avec la municipalité et nos organismes locaux afin d'appuyer nos efforts collectifs en tant que communauté accueillante.</p>
<p>Méthé, Colette (Parti populaire du Canada/People's Party of Canada)</p>	<p>Le français hors Québec est certainement en minorité. C'est une situation alarmante pour toutes les communautés francophones du Canada. Le Parti populaire du Canada priorise les principes</p>	<p>La décision de l'Université Laurentienne de couper ses liens avec les universités fédérées est sûrement un choc pour la communauté de Sudbury, la communauté francophone mais,</p>	<p>Selon recensement Canada, le Nord de l'Ontario a de la difficulté à attirer des immigrants francophones, car ils préfèrent s'installer dans les grands centres comme Toronto. Il faut alors</p>

	de base : la liberté, l'égalité, l'équité et la responsabilité. Si un individu voit sa liberté réduite parce qu'il ne parle qu'une des langues officielles, la liberté et l'équité sont bafouées. L'immigration francophone est sûrement importante pour revigorer l'usage du français à Sudbury et lutter contre le déclin de la démographie francophone dans le Nord. Quant à la région de Sudbury, je trouve personnellement, que cette loi est un avantage pour la ville de Sudbury ; étant ciblée, la ville profitera de financement pour l'immigration francophone. La seule lacune, c'est que la loi peut être inquiétante pour les régions qui ont une majorité francophone	surtout pour les étudiants dont les programmes ont été annulés. Il faut à tout prix exercer des pressions auprès du gouvernement provincial et fédéral pour investir dans la jeunesse ; l'éducation, c'est notre futur, c'est ce qui assure la pérennité d'une langue. On a vu dans les années 70 des étudiants francophones de Sudbury, qui par leur passion ont créé le drapeau franco-ontarien, drapeau qui flotte fièrement partout en province. Il faut retrouver cette passion et cette fierté, ce goût d'appartenance chez les jeunes. Le Nord de l'Ontario est ciblé dans la déposition du projet loi de la modernisation des langues officielles. Il faut en profiter.	exercer des pressions auprès du gouvernement provincial et fédéral pour mettre en place un comité du Nord qui lutterait pour nous et qui travailleraient à trouver des stratégies pour contrer le déclin démographique et attirer des immigrants francophones. Ce qui est essentiel avant tout c'est d'avoir une économie stable. Le taux de chômage est élevé à Sudbury. Si l'insécurité d'emplois est instable pour nous, comment peut-on faire place aux immigrants ? Si on réussit à redresser l'économie on sera ensuite en mesure d'alimenter la propagande pour attirer des immigrants francophones de d'autres provinces ou de d'autres pays
Symington, Ian (Conservateur/Conservative)	N'a pas répondu au questionnaire / Did not respond to questionnaire		
Verrelli, Nadia (NPD/NDP)	Les Canadiens sont fiers de nos deux langues officielles, et elles constituent une partie importante de notre identité et de nos communautés partout au pays. Mais au lieu d'apporter les changements nécessaires pour renforcer et promouvoir les droits linguistiques, au cours des quatre dernières années, le gouvernement libéral a négligé et même réduit le soutien dans certains domaines. Il est temps d'adopter une approche différente, qui facilite la vie et assure un avenir prometteur aux communautés linguistiques minoritaires, où qu'elles soient. Un gouvernement néo-démocrate renforcera le Plan d'action pour les langues officielles afin d'améliorer l'accès aux services dans la langue de son choix, notamment en travaillant avec les provinces et les territoires pour améliorer l'enseignement dans la langue de la minorité, et pour attirer davantage d'immigrants francophones dans les communautés de tout le pays. Nous moderniserons également la Loi sur les langues officielles afin de renforcer la surveillance et la responsabilisation, d'élargir la portée des droits	Le NPD talonne les libéraux pour qu'ils financent le projet de transformation de l'Université de Sudbury en institution d'enseignement francophone autonome. Le chef du NPD, Jagmeet Singh, et le chef adjoint du NPD, Alexandre Boulerice, ont fait parvenir une lettre au premier ministre Justin Trudeau et à la ministre des Langues officielles, Mme Mélanie Joly, pour s'assurer que le projet de transformation de l'Université de Sudbury en institution d'enseignement francophone autonome soit financé adéquatement. « Partout à travers le pays, les communautés francophones sont inquiètes du déclin du français. En apprenant que l'Université Laurentienne se mettra à l'abri de ses créanciers, ces inquiétudes ne feront que s'accroître, déclare M. Singh. Considérant que plus de 150 formations universitaires y étaient proposées et que plus de 800 sections de cours en français y étaient enseignées chaque année, on doit trouver de manière urgente des solutions pour préserver l'enseignement post-secondaire francophone en milieu minoritaires. » (Sans la capacité de former	Le NPD s'engage à renforcer et à élargir l'accès aux services en français, à l'éducation post-secondaire et à la formation professionnelle afin que le nord de l'Ontario soit un endroit attrayant pour les immigrants francophones. À cette fin, le NPD s'engage à élargir le projet pilote d'immigration dans les régions rurales et du Nord pour en faire un programme à part entière visant à attirer de nouveaux immigrants dans le Nord. Une grande partie de notre capacité d'attirer de nouveaux immigrants francophones est liée aux services qu'on est en mesure d'offrir. L'éducation en français est en péril dans le nord de l'Ontario depuis que la Laurentienne a coupé le programme d'enseignement secondaire en français. Sans professeur(e)s formé(e)s dans la région, on se retrouve en compétition avec de gros centres urbains comme Ottawa ou Toronto. Trop souvent, ceux qui quittent la région pour les études ne reviennent pas. De plus, les immigrants sont plus souvent de nouveaux entrepreneurs. Pour les attirer dans la région, on doit être en mesure de leur offrir les services dont ils ont besoin là où ils

	<p>linguistiques et de veiller à ce que les communautés linguistiques minoritaires soient consultées sur les décisions qui les touchent. Les néo-démocrates veilleront à ce que les Canadiens puissent avoir accès à la justice dans la langue de leur choix et à ce que les juges de la Cour suprême soient bilingues. Nous adopterons également le principe de l'asymétrie, qui reconnaît qu'en tant que langue officielle minoritaire, le français nécessite une protection et une promotion particulières.</p>	<p>des enseignant(e)s francophone dans le nord de l'Ontario, il est difficile de concevoir comment augmenter la capacité d'enseigner en français dans nos communautés.) Avec ses déboires financiers, l'Université Laurentienne annonce qu'elle coupe ses programmes d'enseignement en français, faisant ainsi craindre le pire pour les programmes francophones de l'Université de Sudbury, une université affiliée à l'Université Laurentienne. « On doit appuyer sans délai le projet de transformation de l'Université de Sudbury et le financement du Fédéral doit impérativement être au rendez-vous, lance M. Boulerice. Il en va de la pérennité du français dans le Nord de l'Ontario et de l'enseignement francophone post-secondaire au sein de ces communautés. Si les libéraux sont vraiment sérieux dans leur désir de préserver le fait français au pays, qu'ils en fassent la démonstration sans plus attendre. » Cette situation survient alors que le gouvernement Trudeau tarde toujours à déposer un projet de loi visant à réformer la Loi sur les langues officielles. À cela s'ajoutent les nombreuses voix qui s'élèvent pour dénoncer les appels à la privatisation croissante de l'ensemble des universités du pays. Les néo-démocrates vont continuer de se battre pour que les droits linguistiques des francophones soient respectés d'un bout à l'autre du pays et pour que le gouvernement libéral respecte sa promesse de réformer la Loi sur les langues officielles. Les francophones à travers le pays méritent mieux.</p>	<p>se retrouvent. Ils ont aussi besoin d'accès à une main d'œuvre francophone possédant les qualifications nécessaires. L'accès à l'éducation post-secondaire francophone joue un rôle important.</p>
--	--	---	---